



CE Fonctions Support

Réunion des 19 et 20 juin 2013

Partager ce que nous en avons compris.

CSRH de Lannion (ex SEDEP) – Alerte unanime des élus sur la situation des salariés

Aucun point de l'ordre du jour ne se prêtait à l'évocation de la situation de souffrance des salariés de l'ex SEDEP de Lannion (ré-)intégrés au CSRH Centre depuis le 1er janvier. Les élus ont donc élaboré et voté à l'unanimité une résolution en début de séance afin d'interpeller ensemble la direction, ce que beaucoup d'organisations syndicales dont la **CFE-CGC/UNSA** avaient déjà fait séparément. Les difficultés sont importantes, à la fois dues aux changements de processus et de mode de travail le tout dans un contexte d'explosion de la charge de travail sous le double effet du nouvel accord TPS et des mesures « carrières longues ». Il faut noter, fait éminemment rare, que le médecin du travail a lui-même formellement alerté la direction par un courrier le 11/06 dernier à la suite d'une rencontre la veille avec un groupe de salariés, ce courrier intervenant après plusieurs mises en garde du médecin restées sans suite. Le silence d'une direction face à une signalisation de RPS au sein d'un service RH faite par un médecin du travail est pour le moins ahurissant, à douter du nouveau contrat social.

Perspective Emploi Compétences (PEC) Bilan 2012 et rapport 2013-2015 ... perspectives ?

La partie formelle et technique des rapports (1 par DO + 1 spécifique Fonctions Support) est de bonne tenue, c'est dit. Les effectifs de chaque direction Orange sont détaillés par bassin GPEC, avec un comparatif de l'année antérieure par famille métier au niveau Fonctions Support et au niveau DO et répartitions par genre, âge et niveau bande / CCNT.

Le bilan 2012 pour Fonctions Support montre des chiffres en ligne avec le point de passage 2012 (mi-année), à l'exception tout de même des domaines Communication, +10% dus à l'intégration d'équipes ex Orange France, et Achats, -12% par effet de filialisation « BUYIN », on s'étonne tout de même dans un cas comme dans l'autre que de telles évolutions aient échappé à l'exercice de point de passage GPEC ...

Côté perspective, des chiffres mais guère de texte hormis un rappel de contexte économique global et du marché des télécoms extrait de la présentation « Stratégie Groupe » faite en séance du mois dernier. De fait aucune hypothèse domaine, métier ou locale sérieuse ne vient étayer/expliquer les évolutions de besoins d'effectif annoncées, en l'occurrence toutes à la baisse et très significatives (-14% au global des Fonctions Support) et fort curieusement alignées sur les prévisions de ressources quand elles n'y sont pas inférieures ce qui est le cas des métiers Communication, RH et Supply Chain où elles font naître toutes les craintes d'un sureffectif à terme et appellent donc à notre vigilance. Des zones d'ombre de ce rapport découlent un vote à 11 voix contre et 4 abstentions.

Rapport 2012 Egalité Professionnelle – du mieux, mais du mal à grimper dans les étages ...

Pour la première fois il y a plus de femmes que d'hommes aux Fonctions Support (52%-48%), la féminisation de nos métiers se confirme. Mais la décomposition par bande CCNT résume la situation et définit clairement les axes de progrès. En dehors de la bande DDBis où l'égalité est parfaite, au global des bandes inférieures à DBis 64% de l'effectif est féminin contre 44% au global des bandes supérieures (et même 25% spécifiquement sur la bande G). Il reste donc du chemin à faire mais on doit cependant remarquer que les taux de féminisation sont en hausse sur toutes les bandes et significativement (de 5 à 8%) sur les bandes D, DBis et E et que cette tendance est encore plus marquée si l'on ne retient que la population CDI actifs.

Ces progrès ne doivent pas masquer une situation beaucoup plus contrastée au plan des promotions, les femmes y sont majoritaires sur les bandes C,D et DBis, et minoritaires sur les bandes E,F et G, quand aux rémunérations elles restent pour les femmes systématiquement inférieures au niveau des moyennes par bande. 7 votes pour ce rapport et 8 abstentions.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI - Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIERE
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN - José DIAS - Dominique DUBRAY - Paul FABRE - Laure FALEMPIN
Eric FORQUIN – Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Véronique LEFORTIER – Nicole MERI
Monique MANGIONI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC – Jacques Eric WUNENBURGER

Budgets CE & ASC – Prestations « scolarité » reconduites, votes animés des budgets

Les prestations de rentrée scolaire sous forme de chèques lire pour les enfants jusqu'à 18 ans (20 € de 0 à 3 ans, 40 € de 4 à 12 ans, 80 € de 13 à 18 ans) et d'allocation de scolarité pour les 18-25 ans (de 100 à 175 € selon QF) ont été reconduites rigoureusement à l'identique de 2012 à 11 voix pour et 4 abstentions. A retenir que la prestation « chèque lire » est déclenchée automatiquement dès lors que le compte salarié est renseigné mais que l'allocation de scolarité doit être demandée par le salarié avec les pièces justificatives.

Les budgets revus, Fonctionnement du CE d'une part (512 K€) et ASC d'autre part (3334 K€), ont été votés dans une ambiance électrique du fait d'invectives entre plusieurs OS dont la CFE-CGC/NSA s'est tenue à l'écart. Mais au-delà de la forme et du ton, la problématique de la répartition des salaires et charges des personnels du CE entre fonctionnement et ASC a été éludée en étant maintenue à 90%-10%, alors qu'elle est en réalité proche de 30%-70%, ce qui a été formellement critiqué par l'audit des comptes (dont la demande avait été votée à l'unanimité !) du fait du poids de cette ligne... et pourrait provoquer un refus de certification des comptes quand le CE y sera soumis, c'est-à-dire probablement dès l'année prochaine. Il faut noter que l'adoption d'une répartition conforme à la réalité viendrait diminuer le budget ASC disponible pour prestations aux salariés alors qu'elle augmenterait encore l'important excédent structurel déjà existant du budget de fonctionnement (18 mois !). La CFE-CGC/UNSA s'est prononcée pour une évolution progressive dès cette année vers une répartition conforme à condition d'une décision simultanée sur l'emploi des réserves du fonctionnement ... et a constaté à cette occasion son isolement dans le refus de la politique de l'autruche.

Bilan activité 2012 des Assistantes Sociales – hélas à la hausse ...

Si les élus ont évidemment remercié les assistantes sociales pour leur dévouement et leurs actions, on ne peut que déplorer le constat de la hausse de leur activité qui ne relève pas d'une logique productiviste mais d'une dégradation de l'état général du corps social des salariés des Fonctions Support et tout particulièrement de son état de santé car sur les 116 salariés auprès desquels elles sont intervenues 36 ont été suivis pour des motifs imputés au domaine de la santé ce qui en fait le premier domaine d'intervention, devant le domaine budget avec 30 interventions.

Le rapport présenté ne couvre hélas que l'Île de France, aucune information donc concernant le tiers des salariés Fonctions Support qui travaillent en province, et aucune réponse de la direction à cette remarque !

GSSC-DéMétéR – une information qui se veut rassurante ... sans embauche G2A d'ici 2018

Vue d'ensemble sur le projet, planning tenu, pas de couacs, manque juste un tuteur (sur 8) mais ça ne saurait tarder ... bref tout va bien. Sur les points précis attendus par les élus (vision site par site des effectifs et charges de travail y compris éléments de GPEC ainsi que du plan de travail sur les RPS), des éléments au moins en ce qui concerne l'évolution des effectifs site par site pour G2A, résultat : sur les bases connues (TPS en cours et prévisibles - 60% des « éligibles » -) l'effectif G2A va diminuer de 24% d'ici fin 2017, « la poursuite de l'optimisation de la productivité et de la performance compensera cette baisse ». Tout ça bien sur sans augmenter les charges de travail : « on ne demande pas aux gens de travailler plus », « l'externalisation d'activités G2A n'est pas à l'ordre du jour ». Alors on a noté tout ça ... et on en confie le suivi attentif à l'inter CHSCT dont les élus devraient, nous a-t-on promis, être associés aux travaux d'analyse et de prévention des risques qui débiteront dès septembre prochain et couvrent également le côté Achats.

A propos des Achats, sur le même horizon la baisse de l'effectif est estimée à 11%, mais « le caractère stratégique du métier de l'acheteur est réaffirmé », un plan d'action est mis en œuvre pour gérer les pics d'activité ponctuels et surcharges actuellement identifiés et « des ressources supplétives pourront être mises à disposition en cas de (futurs) pics d'activité ». A noter qu'il a été dit que le renouvellement des postes en province ne posait pas de problème tant qu'il y a une cohérence au niveau du groupe d'acheteurs, nous nous en souviendrons.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI - Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIERE
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN - José DIAS - Dominique DUBRAY - Paul FABRE - Laure FALEMPIN
Eric FORQUIN – Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Véronique LEFORTIER – Nicole MERI
Monique MANGIONI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC – Jacques Eric WUNENBURGER